



Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice, « RRSSJ »

COORDINATION PROVINCIALE DU KASAI ORIENTAL

ASBL de droit congolais, doté de la Personnalité Juridique aux termes de l'Arrêté Ministériel
n°767/CAB/MIN/J&DH/2012 du 18 avril 2012

Tél. : 0811891888-0854406000 E-mails : kasaoriental@rrsj-rdc.org/
paulincim80@gmail.com

Projet d' :

« Appui de la Société Civile à la vulgarisation, au suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098 et au plaidoyer pour la réforme de l'Armée en République démocratique du Congo »

**RAPPORT MENSUEL PROVINCIAL DU KASAI ORIENTAL
MAI 2014**

I. CONTEXTE ET SITUATION SECURITAIRE DU MOIS

Kasaï-Oriental¹: des militaires accusés de tracasseries à Kole

La Commission justice et paix du diocèse de Lomela, dans le district du Sankuru (Kasaï-Oriental) s'inquiète de la présence de dizaines de militaires armés en provenance de la province de l'Equateur. Ces éléments de l'unité de lutte contre le braconnage de la 3^e région militaire, engagés dans la recherche des braconniers, tracassent et extorquent les biens des habitants des territoires de Kole et Lomela, affirme le président de cette structure de l'église catholique. Selon lui, quelques habitants se seraient réfugiés en brousse pour fuir les exactions de ces hommes en uniforme.

D'après la commission justice et paix, ces militaires de l'unité de lutte contre le braconnage au parc de la Salonga, commandés par un capitaine, proviennent du territoire de Mongoto à l'Equateur. Ils sont actuellement visibles dans le village de Boke dans le territoire de Kole et dans le village de Loto, à 165 km du chef-lieu du territoire de Lomela.

La même source affirme que ces militaires arrêtent, tracassent et extorquent les biens des habitants de cette contrée du Kasaï-Oriental. Quelques-uns ont même déserté les villages, comme le confirme l'abbé Jerry Lokela, président de la commission justice et paix de Lomela:

«Au moment où je vous parle, beaucoup d'habitants des territoires de Lomela et de Kole sont en brousse. Beaucoup ne peuvent plus circuler. Il y en a qui ont perdu leurs biens et ne savent à quel saint se vouer.»

Ces informations ont été également confirmées par le député provincial Benjamin Epenge, élu de Lomela et par le chef de poste de la Direction générale des migrations (DGM).

Les membres du conseil de sécurité du territoire de Lomela envisagent d'effectuer une mission sur place pour s'enquérir de la situation.

II. ETAT D'AVANCEMENT DE LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE EN PROVINCE

2.1. Actions menées par les acteurs étatiques [Assemblée Provinciale, Autorité civile locale, Commandement de la PNC et des FARDC...]

Les incidents de Lodja ont poussé les membres du RRSSJ-Kasaï Oriental de boucler le mois de mars 2014 avec des activités d'interaction avec l'Assemblée Provinciale [particulièrement la Commission PAJ – Politique, Administrative et Judiciaire] et la Police en vue d'une mission de pacification à Lodja et des sanctions exemplaires contre les commanditaires et les auteurs de ces violences.

2.2. Actions menées par les acteurs non étatiques :

¹ <http://radiookapi.net/actualite/2014/05/16/kasai-oriental-des-militaires-accuses-de-tracasseries-kole/#more-180366>

a) Interaction du RRSSJ-Kasaï Oriental avec les acteurs étatiques

Sur initiative du RRSSJ-Kasaï Oriental, des acteurs locaux de la Société Civile ont entamé des actions de monitoring et de plaidoyer en faveur, d'une part du renforcement des capacités et de la professionnalisation de la Police Nationale, et, d'autre part, du rapprochement entre la population et les acteurs étatiques dont la Police Nationale.

b) Travail de terrain avec les communautés de base [sensibilisation, formation, Monitoring, mobilisation communautaire...]

→ Sensibilisation sur la protection de l'enfant, à la suite de l'arrestation et de l'inculpation du Greffier de la Cour d'Appel de Mbuji-Mayi pour trafic des êtres humains.

La Police, saisie par la plainte d'une mère de victime, a en effet découvert l'existence d'un réseau le Greffier appartiendrait.

Il s'agit d'un réseau de trafic de jeunes filles, destinées à l'esclavage sexuel en Europe, notamment en Europe de l'Est et en Russie. La famille d'une fille [étudiante en première année de Graduat de Médecine à l'Université de Mbuji-Mayi] à qui le Greffier aurait proposé de poursuivre les études en Russie, se trouve abandonnée à Kinshasa, réclame des dommages pour leur fille qui a arrêté les études pour se lancer dans cette aventure. L'étudiante, aurait cédé à l'offre sans en informer sa mère. Elle a pris l'avion et s'est rendu à Kinshasa afin de préparer son voyage pour la Russie qui – en réalité – n'était qu'une voie vers le proxénétisme...

→ Sensibilisation des regroupements des jeunes contre la propension de la « justice populaire » ;

→ Monitoring de la situation sécuritaire spécifique du Territoire de Lodja...

c) Implication et rôle des médias dans la mise en œuvre des activités de terrain

Le partenariat avec les médias locaux est de plus en plus renforcé, à telle enseigne que les activités de terrain du RRSSJ-Kasaï Oriental sont fréquemment relayées par les radios communautaires, à grande audience dans les recoins de la province.

III. PREOCCUPATIONS MAJEURES DE LA BASE ET RESULTATS OBTENUS AU COURS DU MOIS

Kasaï-Oriental²: une milice incendie 16 maisons à Nomba

Un groupe de jeunes a incendié, depuis une semaine, seize habitations dans le groupement de Nomba, en territoire de Kabinda (Kasaï-Oriental). L'information a été confirmée, samedi 26 avril dernier à Radio Okapi, par l'administrateur de ce territoire. La solidarité des ONG pour la démocratie, l'éducation civique et les droits de l'homme (Solidec) a dénoncé cette destruction qu'elle a attribue aux jeunes de la localité Malanda 2.

Selon cette structure citoyenne, ces jeunes se livrent à des actes de vandalisme à la suite d'un conflit entre deux chefs coutumiers qui se disputent le pouvoir dans le groupement de Nomba.

² <http://radiookapi.net/actualite/2014/04/27/kasai-oriental-une-milice-incendie-16-maisons-nomba/#more-178705>

Le coordonnateur provincial de la solidec au Kasai-Oriental, Charles Kabashadi déplore le fait que le groupement de Nomba, situé à plus de 55 km de Kabinda-centre ne dispose pas d'un poste de police.

Il a plaidé pour la mise en place d'un poste de la police et des services de sécurité dans cette partie du Kasai-Oriental pour la sécurité de la population.

«Ce groupe de jeunes fait des pillages systématiques des produits agricoles récoltés à la saison A et quelques productions de la saison B. Nous interpellons l'administrateur du territoire pour mettre fin au bicéphalisme dans le groupement de Nomba», a conclu Charles Kabashadi.

Il y a deux ans, où la milice du chef légitime Milambo ya Ngongo du groupement Milembwe-Mukundila avait incendié, en l'espace d'une semaine, 110 maisons appartenant aux sympathisants du chef de groupement autoproclamé dans les localités de Mbayo, Ndola, Kamanga et Kapuku, dans le territoire de Kabinda.

Kasai-Oriental : la police de Miabi accusée d'agression et d'extorsion des civils

avril 4, 2014, | Dernière mise à jour le 4 avril, 2014 à 9:20 | sous [Actualité](#), [Kasai Oriental](#), [Sécurité](#), [Société](#). Mots clés: [policières](#), [violences](#)



Des policiers tentent de dégager le passage le 23/12/2011 à Kinshasa, lors d'une manifestation relative à la prestation de serment d'Etienne Tshisekedi. Radio Okapi/ph. John Bompengo

Les ONG de défense des droits de l'homme accusent le groupe mobile d'intervention (GMI) de la police détaché à Miabi (45 km de Mbuji-Mayi), dans le Kasai-Oriental, d'agresser les civils et de leur extorquer de l'argent en instaurant des barrières illégales. Selon le président de cette plate-forme, Moise Albert Kazadi, au moins deux personnes ont été passées à tabac, dont l'une à deux reprises, pour avoir refusé de payer le passage dans une de ces barrières.

Selon Moise Albert Kazadi, cette situation est connue et même entretenue par la police.

«Les policiers de GMI qu'on a placé là bas tracassent beaucoup les pédaleurs. A chaque mouvement, c'est entre 500 et 1000 francs à chacun», a-t-il expliqué.

La même source affirme qu'une des deux victimes de passage à tabac a même été retenue une semaine. Après sa libération, comme il repassait par le même chemin, il a encore été passé à tabac.

De son côté, le commissariat de la police au Kasai-Oriental dit avoir dépêché une mission de renseignement pour vérifier ces faits en vue d'élaborer une réponse adéquate à cette situation.

Kasai-Oriental³: 2 blessés dans des accrochages entre la police et des jeunes à Katako Kombe

Deux personnes, dont un policier, ont été grièvement blessées mercredi 3 avril dans la cité de Katako Kombe, au Kasai-Oriental, lors d'un accrochage entre la police et un groupe de jeunes accusés de xénophobie. Selon le comité territorial de sécurité, ces jeunes ont conçu un plan pour chasser de la cité les personnes qui n'en sont pas originaires.

Pour empêcher l'exécution de ce plan, le comité territorial de sécurité a chargé la police d'interpeller Wembo Olenga, leader de ce groupe et initiateur de ce plan.

Plusieurs convocations ont été adressées à Wembo Olenga mais il a refusé de se présenter devant les bureaux de la police. Il se serait enfermé dans sa case muni d'une machette et menacerait d'attaquer tout policier qui se tenterait de l'arrêter.

Les premiers éléments de la police envoyés pour l'arrêter n'ont pas réussi à mettre la main sur lui. Les membres du groupe de Wembo ont opposé une résistance farouche, indiquent des sources sur place.

Le commandant de la police de Katako Kombe s'est finalement décidé d'aller l'arrêter lui-même. A son arrivée, il a rencontré la même opposition. Il s'en suivi un jet de projectiles entre les deux camps. La police a tiré des coups de feu en l'air pour tenter de disperser les jeunes.

Dans ces accrochages, le commandant de la police a été blessé. Il a été immédiatement acheminé dans un hôpital.

Wembo Olenga a réussi à s'évader de sa case. Mais la police affirme avoir réussi à mettre la main sur son grand-frère qui serait également grièvement blessé.

De son côté, l'administration du territoire a assuré que le calme est revenu dans la cité de Katako Kombe.

3.1. Préoccupations majeures recueillies auprès des communautés de base

a) Réforme du secteur de sécurité

- Inefficacité et passivité de la Police Nationale.
- Faible collaboration entre l'autorité civile locale et les services du secteur de sécurité, en particulier l'Armée.
- Perception négative de la Police et de l'Armée par la population...

b) Mise en œuvre de l'Accord-cadre et de la Résolution 2098

- Faible volonté politique manifeste, de la part du Gouvernement de la RDC, pour appliquer et faire respecter ses six engagements renouvelés.

³ <http://radiookapi.net/actualite/2014/04/03/kasai-oriental-2-blesses-dans-des-accrochages-entre-la-police-des-jeunes-katako-kombe/#more-176739>

- La présence des ex-combattants du M23 en Ouganda et au Rwanda ne rassure pas sur le respect – par ces pays – de leur libre adhésion à l'Accord-cadre.
- Faible sensibilisation des communautés de base.

c) Autres

- Le mauvais état de la route Kabinda-Nkumba a causé plus de dix accidents au mois de mars et insécurise de plus en plus les usagers.
Les fonds alloués à la réhabilitation n'ont pas malheureusement servi à grand-chose. Ce tronçon long de 80 km sur la Nationale n°2, inachevé, continue de provoquer des accidents...

3.2. Résultats obtenus au cours du mois

1. Interaction avec les acteurs étatiques, en particulier l'Assemblée Provinciale et la Police Nationale.
2. Renforcement de la collaboration/partenariat entre acteurs de la Société Civile.

IV. ENJEUX, DEFIS ET RECOMMANDATIONS

4.1. Les enjeux

1. La mobilisation communautaire autour de l'Accord-cadre dans le Kasai Oriental.
2. Les conditions sociales et professionnelles du policier.
3. Les conflits fonciers et intercommunautaires.

4.2. Les défis à relever au mois suivant

1. Sensibilisation des regroupements communautaires.
2. Renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques sur la réforme du secteur de sécurité et la mise en œuvre de l'Accord-cadre.

4.3. Les recommandations majeures :

1. Intensifier la sensibilisation sur l'Accord-cadre et la Résolution 2098.
2. Développer des activités visant le rapprochement de la population des prestataires du secteur de sécurité.
3. Renforcer le partenariat avec les acteurs étatiques et non étatiques.

Fait à Mbuji-Mayi, le 31 mars 2014

Le RRSSJ-Kasai Oriental